

CONVENTION DÉPARTEMENTALE
Éducation nationale, Justice, Gendarmerie, Police, ARS, CTG

Vu le code pénal et le code de procédure pénale et le code de la santé publique pour les articles 9 à 18 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R131-1, R131-7, R131-8 et R624-7, articles L111-2 et L131-1 ;

Vu le code civil,

Vu la loi n°2002-1138 du 9 septembre 2002 modifiée d'orientation et de programmation pour la justice des mineurs ;

Vu la loi n°2004-1 du 2 janvier 2004 modifiée relative à l'accueil et à la protection de l'enfance ;

Instruction du 24 mars 2009 relative à la lutte contre les intrusions et les violences aux abords des établissements scolaires du second degré ;

Vu la circulaire n° 2016-29 du 13 décembre 2016 de politique pénale et éducative relative à la justice des mineurs ;

Vu la circulaire n° 2019-04 du 25 mars 2019 présentant les dispositions relatives à la justice pénale des mineurs de la loi du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice ;

Vu la circulaire interministérielle n°2019-108 du 11 octobre 2019 relative à la lutte contre la violence en milieu scolaire,

Entre les soussignés :

Le ministère de l'Intérieur

Représenté par Monsieur Antoine POUSSIER, préfet de la Guyane

L'académie de la Guyane

Représentée par Monsieur Guillaume GELLE, recteur de la région académique de Guyane

Le ministère de la Justice

Représenté par Madame Aline CLEROT, procureure de la République de Cayenne

Le commandement de la gendarmerie de Guyane

Représenté par le général Loïc BARAS, commandant de la gendarmerie de Guyane,

La direction territoriale de la Police Nationale de la Guyane

Représentée par le contrôle général Christian NUSSBAUM, directeur territorial de la police nationale de la Guyane,

L'Agence Régionale de Santé

Représentée par Monsieur Laurent BIEN, directeur générale de l'Agence Régionale de

Santé de Guyane,

La Collectivité Territoriale de Guyane

Représenté par Monsieur XXX, vice-président de la Collectivité Territoriale de Guyane

La DGTM

Lycée agricole de MATITI

Les signataires conviennent de ce qui suit :

Préambule :

Si la prise en charge des élèves relève de la compétence première de l'Éducation Nationale, la sécurité au sein et aux abords des établissements des premiers et seconds degrés, la prévention des conduites à risque ou illicite, l'accompagnement des enfants en danger, le traitement de l'absentéisme et de la déscolarisation ainsi que des faits pénaux commis ou révélés à l'occasion du temps scolaire nécessitent la mise en place d'un partenariat entre le Parquet, l'académie de Guyane, la direction territoriale de la Police Nationale, le Commandement de la Gendarmerie de Guyane, la Collectivité Territoriale de Guyane et l'Agence de Santé de Guyane.

La présente convention vise à renforcer la coopération entre les signataires en vue d'améliorer la sécurité, en tenant compte des particularités locales et des domaines de compétence de chacun, en faisant porter l'action sur :

- La prévention,
- Le traitement de la violence en milieu scolaire et de la délinquance,
- L'aide aux élèves en difficulté ou en danger
- L'aide aux parents et aux adultes de la communauté éducative.

Titre 1- LE TRAITEMENT DE LA DÉLINQUANCE EN MILIEU SCOLAIRE

Article 1 - L'OBLIGATION DE SIGNALEMENT DE LA COMMISSION D'UNE INFRACTION

En application de l'article 40 du code de procédure pénale, tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en aviser sans délai le procureur de la République. Cette information doit être réalisée même si la victime ne souhaite pas déposer plainte.

Par ailleurs, sur le fondement de l'article 226-14 du code pénal, le secret professionnel n'est pas applicable au professionnel qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de privations ou de sévices y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes sexuelles dont il a eu connaissance et qui ont été infligées à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état physique ou psychique.

C'est ainsi que l'article 223-6 du code pénal sanctionne quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ou pour les tiers, il pouvait lui porter soit par une action personnelle, soit en provoquant un secours. Dans de telles situations, chacun, qu'il soit majeur ou mineur, a l'obligation d'agir.

Cependant, tous les faits qui peuvent revêtir juridiquement une qualification pénale n'ont pas à faire l'objet d'un signalement judiciaire. En effet, certains comportements qui s'apparentent à des actes d'indiscipline ou d'incivilité, à des troubles du comportement ou qui revêtent une faible gravité, relèvent davantage du pouvoir disciplinaire du chef d'établissement ou du directeur d'école. Ceux-ci doivent donc apprécier, au regard de la gravité des faits, l'opportunité d'en informer le procureur de la République.

Article 2 - LES INFRACTIONS COMMISES EN MILIEU SCOLAIRE

1) Le cadre de la présente convention concerne les infractions pénales :

a) commises en milieu scolaire :

- Infractions commises dans l'établissement scolaire ;
- Infractions commises dans le cadre des sorties scolaires ou des activités organisées par l'établissement ;
- Infractions commises lors des entrées ou des sorties des élèves ou, dans un temps voisin de celles-ci, aux abords de l'établissement scolaire.

b) révélées en milieu scolaire :

- Infractions dénoncées par un élève à un membre de la communauté éducative ;
- Faits de maltraitance découverts par un membre de la communauté éducative.

2) Définition des principales infractions devant être signalées à l'autorité judiciaire :

a) Atteintes aux personnes :

- « le bizutage » : le fait d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants lors de manifestations ou de réunions liées au milieu scolaire ou socio-éducatif (Article 225-16-1 du code pénal) ;
- les violences : toute atteinte volontaire à l'intégrité physique d'une personne ou atteinte grave et répétée à son intégrité morale. La loi prévoit des circonstances aggravantes lorsque ces violences sont commises sur certaines personnes (enseignant ou tout membre des personnels travaillant dans les établissements d'enseignement scolaire, personne en charge d'une mission de service public, mineur de moins de 15 ans notamment) ou en certains lieux (notamment dans un établissement scolaire ou aux abords de celui-ci). (Articles 222-11 à 222-13 du code pénal) ;

- les atteintes sexuelles :
 - Viol : toute pénétration sexuelle avec violence, menace, contrainte ou surprise (article 222-23 du Code pénal)
 - Agressions sexuelles : toute atteinte sexuelle avec violence, menace, contrainte ou surprise (article 222-27 du code pénal) ;
- Les menaces : menaces de dégradations par incendie ou de mort qui doivent être réitérées ou matérialisées par un écrit ou un objet (type couteau), sauf si elles sont commises en direction d'un enseignant ou surveillant dans l'exercice de ses fonctions. (Articles 222-17 et 222-18 du code pénal) ;
- Les atteintes à l'honneur ou à la dignité :
 - Outrages : toute insulte visant une personne chargée d'une mission de service public (enseignant, personnel de la communauté éducative notamment. (Article 433-5 du Code pénal) ;
 - Insultes : expressions outrageantes, terme de mépris ou invective envers une personne.
La loi prévoit des circonstances aggravantes quand ces insultes sont proférées en raison de l'origine, de l'appartenance religieuse, raciale, ethnique, du sexe ou du handicap d'une personne.
- le visionnage ou enregistrement de scènes de violence par tous moyens : "Happy Slapping" (Article 222-33-3 du code pénal) ;
- le harcèlement/le cyberharcèlement : propos ou comportements répétés ayant pour objet ou effet une dégradation des conditions de vie se traduisant par une altération de santé physique ou mentale commis avec la circonstance aggravante notamment de l'utilisation d'un service de communication au public ou par le biais d'un support numérique ou électronique (loi 3 août 2018 – article 222-33-2-2 du code pénal) ;
- l'atteinte à l'intimité de la vie privée : captation/transmission de faits, d'images ou de paroles prises dans le cadre privée et notamment si les faits portent sur des paroles ou images présentant un caractère sexuel prises dans un lieu public ou privée (article 226-1 et 226-2-1 du CP et de l'article 9 du code civil) ;
- voyeurisme : usage d'un moyen pour apercevoir les parties intimes d'une personne sans son consentement (article 226-3-1 du code pénal) ex : images prises dans les toilettes.

b) Atteintes aux biens :

- Vol : Toute soustraction volontaire de la propriété d'autrui
La loi prévoit des circonstances aggravantes lorsque le vol est commis par plusieurs personnes et/ou avec violence (racket, extorsion) (Articles 311-1,311-3 et 311-4 du code pénal) ;
- Recel : Fait de détenir ou de transmettre une chose volée (article 321-1 du code pénal) ;

- Déggradations : toute atteinte volontaire au matériel de l'établissement ou à la propriété d'un élève ou d'un enseignant rendant le matériel impropre à son utilisation habituelle. Ces faits sont aggravés lorsque la dégradation a été commise au moyen d'un incendie ou concerne un bien public (articles 322-1 et 322-2 du code pénal) ;

- Fausses alertes : fait de communiquer ou de divulguer une fausse information dans le but de faire croire qu'une destruction, une dégradation ou une détérioration dangereuse pour les personnes va être ou a été commise (article 322-12 du code pénal).

c) Port ou transport d'armes prohibées :

- arme à feu de tout type y compris armes factices ;
- arme blanche ou assimilée (couteau cran d'arrêt, cutter, ciseaux pointus, lame ou objet tranchant) ;
- autres armes catégorisées (bombe lacrymogène, tazer, arme non létale) ;
- objets dangereux (matraque, battes de base-ball...), pétards, produits et engins explosifs artisanaux.

d) Infraction à la législation sur les stupéfiants :

Usage, détention, offre ou cession, acquisition, provocation à l'usage ou au trafic et transport de produits stupéfiants (cannabis, cocaïne, amphétamine, LSD, héroïne, ecstasy, crack, etc...)

e) Intrusion dans un établissement scolaire : fait d'avoir pénétré dans l'enceinte d'un établissement scolaire sans y être habilité ou autorisé (R645-12 du code pénal).

f) provocation/apologie du terrorisme : propos et/ou comportements de nature à directement provoqué à des actes de terrorisme et/ou à faire publiquement l'apologie d'actes de terrorisme en utilisant ou pas un service de communication au public en ligne (article 421-2-5 et suivants du code pénal).

Sur ce cas spécifique il appartiendra au chef d'établissement de rédiger un rapport afin de signaler la situation et de l'adresser au procureur de la république de permanence. Un contact téléphonique devra également être pris afin d'être parfaitement informé sur la situation révélée.

De manière générale, le parquet souhaite être informé sans délai des situations relevant de la constatation d'une radicalisation d'un élève et/ou d'un personnel au travers d'actes ou de propos pouvant ainsi compromettre la sécurité des biens et des personnes dans le contexte de menaces d'attentats terroristes sur le territoire français.

Article 3 - MODALITÉS DE SIGNALEMENT DES INFRACTIONS COMMISES EN MILIEU SCOLAIRE

1) Le signalement des actes graves aux autorités académiques

- argumentation des faits faisant l'objet d'un signalement par l'école ou l'établissement

scolaire ;

- et/ou les faits ayant entraîné des soins donnés par des personnes extérieures (pompiers, SAMU ...);
- et/ou les faits donnant lieu à un conseil de discipline.

Pour effectuer les signalements relevant de ces trois catégories le chef d'établissement ou le directeur d'école sous couvert de l'inspecteur de la circonscription informe l'autorité académique (cabinet du recteur) selon la procédure académique de remontée « faits établissements », sur l'application « faits établissement » destinée à enregistrer et transmettre tous les faits préoccupants d'une école, d'une circonscription ou d'un établissement scolaire. Elle permet d'assurer le suivi des faits. Elle regroupe les éléments nécessaires à l'appréciation de la gravité de l'acte et renseignera des suites que donnera l'école ou l'établissement scolaire à ce signalement : information gendarmerie - police – procureur.

L'application "faits établissements" permet d'effectuer des signalements auprès des autorités académiques dans le cas de faits pouvant avoir une qualification pénale ou créer un trouble au sein de la communauté éducative.

Lorsqu'un conseil de discipline prononcera une sanction disciplinaire, le chef d'établissement (à défaut le membre de son équipe désigné comme référent) ou le directeur de l'école en informera le correspondant « sécurité école » de la police nationale et/ou le « correspondant territorial prévention » (CTP) de la gendarmerie nationale.

2) Le principe : le signalement aux autorités de police et de gendarmerie

Les chefs d'établissement ou directeurs d'école qui détectent un comportement susceptible d'entrer dans les catégories d'infractions mentionnées à l'article 2 de la présente convention, ou toute autre infraction, en avisent le commissariat de police ou la brigade de gendarmerie territorialement compétente. Les « correspondants » mentionnés à l'article 12 peuvent être au préalable consultés, notamment en vue de conseiller le chef d'établissement ou le directeur d'école quant à la qualification pénale à apporter aux faits révélés.

De manière concomitante à cette saisine directe du service de police ou de gendarmerie, le chef d'établissement transmet au service académique compétent les informations relatives aux faits signalés. Le directeur d'école les transmet à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription qui en informe la DAASEN.

3) Exception : le signalement au procureur de la République compétent

Lorsqu'il résulte de l'infraction une situation de danger pour un mineur victime nécessitant une protection judiciaire immédiate, le chef d'établissement ou le directeur d'école informe immédiatement de ces faits le procureur de la République. Il en est notamment ainsi en cas de maltraitance, de violences graves ou d'abus sexuels commis sur un mineur en milieu familial.

Cette information prend la forme d'un signalement écrit, comprenant une évaluation objective des faits paraissant être constitutifs d'une infraction, envoyé par mail (boîte fonctionnelle de la permanence : signalement.pr.tj-cayenne@justice.fr) au procureur de la République. Le signalant en transmet une copie simultanément à l'autorité académique.

En cas de situation particulière, en plus du signalement écrit, le chef d'établissement ou le directeur d'école pourra contacter par téléphone le magistrat du Parquet de permanence, afin d'alerter sur le caractère urgent de cette information préoccupante.

- Le signalement doit être adressé au parquet au plus vite dès lors que le délai de communication induit un risque majeur pour le mineur « lorsque le danger attend l'enfant au domicile » ;
- Le signalant doit impérativement communiquer un numéro sur lequel lui, ou tout référent de l'établissement, sera joignable pour tout contact urgent que le parquet souhaiterait établir.

Article 4 - LE DÉPÔT DE PLAINTÉ

Le directeur d'école (après en avoir référé à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription) ou le chef d'établissement, ainsi que tout personnel intervenant dans une école ou un établissement scolaire peuvent déposer plainte lorsqu'ils s'estiment victimes d'un préjudice physique, moral ou matériel, auprès du service de police ou de gendarmerie territorialement compétent (lieu des faits) ou de tout service de police et de gendarmerie.

Article 5 - L'ENQUÊTE JUDICIAIRE EN MILIEU SCOLAIRE

Les services de police ou de gendarmerie, informés de la commission d'une infraction en milieu scolaire ou destinataires d'une plainte, diligentent sous la direction du procureur de la République une enquête afin d'établir l'existence des infractions et en identifier les auteurs.

S'agissant d'éventuelles interventions dans les enceintes scolaires, celles-ci ne sont soumises à aucune procédure particulière et relèvent du droit commun.

Afin de préserver au mieux le climat de sérénité propre à l'éducation des élèves et de ne pas perturber le fonctionnement des établissements, sauf cas d'urgence, ces interventions seront effectuées par les enquêteurs, après avis du procureur de la République, en lien étroit avec les chefs d'établissements et les directeurs d'école et avec toute la discrétion nécessaire.

Les enquêteurs pourront pénétrer dans les enceintes scolaires afin de mener leurs investigations et interpellé ou interroger les personnes mises en cause, dans les conditions énumérées supra.

L'audition des mineurs se fait dans les locaux de police et de gendarmerie et non en milieu scolaire. Dès lors que le mineur mis en cause est interpellé au sein de son établissement

scolaire, le représentant légal ou tuteur sera informé de sa privation de liberté exclusivement par les services enquêteurs.

Il n'appartient pas aux chefs d'établissement et aux directeurs d'école de procéder à des investigations, interrogatoires ou démarches diverses susceptibles d'entraver l'efficacité et le bon déroulement de l'enquête judiciaire. Ils ne sont d'ailleurs pas habilités à effectuer des actes d'enquête tels que la fouille d'un élève ou de ses vestiaires, sacs ou cartables (hormis le contrôle visuel du contenu après accord de l'élève conformément à la circulaire n° 98-194 du 2 octobre 1998, en cas de risque ou suspicion caractérisée) ou des interrogatoires.

Par ailleurs sur le fondement de l'article 78-2 du CPP, l'intervention sur réquisition du procureur de la République, des forces de l'ordre peuvent les conduire à contrôler les identités de toutes personnes se trouvant en un lieu et pour une période de temps déterminés, aux fins de recherche et de poursuite d'infractions précitées par ce magistrat. Ces dispositions peuvent notamment être mises en œuvre dès lors qu'un chef d'établissement ou un directeur d'école avisé de la venue à proximité de l'établissement d'individus ou de groupes suspects, pouvant être amenés ou se livrer à un trafic de tous types, en informe les services de police ou de gendarmerie compétents. Ces contrôles sont également possibles pour les usagers des transports scolaires assurant la desserte de l'établissement.

Article 6 - LA RÉPONSE PÉNALE DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Une fois l'enquête terminée, le procureur de la République apprécie la réalité de l'infraction dénoncée, sa gravité et la personnalité de son auteur.

Eu égard à ces éléments, il peut apporter l'une des réponses pénales suivantes à l'encontre de l'auteur mineur :

- un avertissement pénal probatoire en présence des parents par un délégué du Procureur de la République spécialement habilité au Tribunal Judiciaire afin notamment de lui rappeler ses obligations résultant de la loi et de procéder à la réparation du préjudice s'il y en a un.
- une mesure alternative aux poursuites dont la mise en œuvre est confiée à la Protection Judiciaire de la Jeunesse et pouvant consister, après recueil par ce service des renseignements sociaux-éducatifs du mineur incriminé en présence de ses parents, notamment dans :
 - un stage de sensibilisation à l'usage de produits stupéfiants
 - un stage de sensibilisation à la sécurité routière
 - un stage de sensibilisation à la citoyenneté
 - un travail non rémunéré
- une mesure de réparation pénale confiée à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, cette mesure a deux objets soit favoriser la réparation d'un dommage causé à une victime par une action du mineur (lettre d'excuse, effacement des « tags », petits travaux en faveur de

la victime etc.) soit favoriser la réinsertion sociale du mineur et/ou dans l'intérêt de la collectivité

- une convocation devant le Juge des enfants ou le Tribunal pour enfants aux fins d'audience de culpabilité, en présence de ses parents.
- un déferrement à l'issue de la garde à vue : dans les cas les plus graves le procureur de la République peut décider de présenter immédiatement le mineur auteur des faits pénaux au juge des enfants ou au juge d'instruction.

Dans tous les cas, la victime est informée par le procureur de la République des suites données à la procédure judiciaire, afin qu'elle puisse se constituer partie civile devant le juge compétent.

Le procureur de la République compétent informe le référent justice académique de la réponse pénale apportée à la situation qui lui a été soumise sur l'adresse mail XXXX.

Article 7- L'ARTICULATION ENTRE LA SANCTION DISCIPLINAIRE ET LA RÉPONSE PÉNALE

Une infraction en milieu scolaire peut également donner lieu à une sanction disciplinaire. Celle-ci est indépendante de la réponse pénale apportée par le procureur de la République.

La présente convention n'a pas pour but de priver les instances disciplinaires de leurs prérogatives, qui doivent s'exercer prioritairement afin de garantir l'ordre et la sécurité dans l'établissement scolaire.

Néanmoins, le procureur de la République est informé par les services académiques (référént justice et/ou départemental violence) des mesures conservatoires et/ou des sanctions disciplinaires (notamment exclusion définitive de l'établissement) prononcées contre l'élève.

Ces informations peuvent en effet lui être utiles :

- pour mieux apprécier la suite à donner à la procédure pénale ;
- pour requérir, le cas échéant, du juge des enfants ou du juge d'instruction, toute mesure complémentaire, notamment l'interdiction dans le cadre d'un contrôle judiciaire, pour l'auteur des faits de fréquenter l'établissement scolaire et ses abords immédiats ;
- pour requérir l'ouverture d'une procédure en assistance éducative.

Ces informations seront adressées au référent départemental « sécurité école » pour la police nationale ou au « correspondant territorial prévention – référent scolaire » (CTP) pour la gendarmerie.

TITRE II - LA PROTECTION DE L'ENFANCE

La protection de l'enfance a pour but de prévenir les difficultés auxquelles les parents

peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'accompagner ces familles et d'assurer, le cas échéant, selon des modalités adaptées à leurs besoins une prise en charge partielle ou totale des mineurs. Elle comporte à cet effet un ensemble d'interventions en faveur de ceux-ci et de leurs parents.

Le droit français de la protection de l'enfance est caractérisé par son dualisme puisqu'il est composé d'une protection administrative (mise en œuvre par le département/CTG) et une protection judiciaire (saisine du juge des enfants par requête du Parquet).

La loi n° 2007-93 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a notamment pour objectif de limiter la judiciarisation de la protection de l'enfance en instituant la CTG comme acteur principal de la protection de l'enfance et en rappelant le caractère subsidiaire de la compétence judiciaire.

L'application de la loi au niveau départemental est inscrite dans le protocole départemental de prévention et de protection de l'enfance en danger. Il établit les modalités de transmission des informations préoccupantes et les modalités de concertation entre les divers services du département (collectivités territoriales, services de l'état, associations) qui ont en charge ou participent à la protection de l'enfance.

Article 8 - LA COMPÉTENCE DE PRINCIPLE DE LA CTG (AIDE SOCIALE A L'ENFANCE)

En principe, La CRIP (cellule de recueil des informations préoccupantes) est seule compétente pour recevoir et traiter toute information préoccupante dont un chef d'établissement ou un directeur d'école aurait connaissance.

On appelle information préoccupante, tout élément d'information, y compris médical, susceptible de laisser craindre qu'un mineur se trouve en situation de danger ou de risque de danger.

Au sens de l'article 375 du code civil, un mineur non émancipé est en danger lorsque sa santé, sa sécurité, sa moralité ou les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises.

La transmission des informations préoccupantes est faite par tout personnel ayant connaissance d'une situation de danger auprès de la CRIP.

Dès réception de l'information préoccupante, la CRIP informe la famille de la réception de l'information préoccupante et procède à l'évaluation de la situation de danger et oriente vers les services sociaux dédiés afin de mettre en place les mesures d'aide adaptées.

Conformément à l'article L226-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le procureur de la République peut être saisi par la CTG de la situation de danger :

- si la protection administrative mise en œuvre n'a pas produit les effets attendus, c'est-à-dire remédier à la situation de danger pour l'enfant ;
- si la famille et tout particulièrement les parents refusent manifestement toute intervention ou s'ils ne sont pas en capacité de donner leur accord ;
- si l'évaluation est manifestement impossible.

Article 9 – EXCEPTION : COMPÉTENCE DU PARQUET EN CAS DE SITUATION DE DANGER IMMÉDIAT ET ACTUEL

Par exception, le chef d'établissement ou le directeur d'école avise directement et immédiatement le Procureur de la République territorialement compétent d'une situation de danger, en cas d'extrême gravité, nécessitant une protection judiciaire sans délai (placement). Comme indiqué à l'article 3.2, ci-dessus, notamment dans l'hypothèse de maltraitance, de violences graves ou d'abus sexuels commis en milieu familial. Le chef d'établissement ou le directeur d'école via l'IEN informe simultanément les autorités académiques.

Ce signalement prend la forme d'un écrit adressé par mail (boîte fonctionnelle de la permanence : signalement.pr.tj-cayenne@justice.fr) au Parquet. Le magistrat du Parquet de permanence pourra en plus de l'écrit être alerté téléphoniquement de l'urgence de la situation.

TITRE III -LE TRAITEMENT DE L'ABSENTÉISME ET DE LA DÉSCOLARISATION

Article 10 - SCOLARISATION DES MINEURS DE 3 A 16 ANS

La politique de prévention cohérente et renforcée de la délinquance passe notamment par la vigilance quant au respect de l'obligation scolaire, qui ne manque pas de rappeler la légitimité de l'autorité et qui replace la règle au cœur de l'acte pédagogique.

La coopération portant sur les cas difficiles, en particulier les cas de démobilisation scolaire, d'absentéisme répété prendra les formes suivantes :

- le chef d'établissement, alerté par le groupe de prévention du décrochage scolaire (GPDS) signale au service de la DIVISAC les cas d'absentéisme lourd, la directrice académique réunit la Commission Académique de Suivi de l'Absentéisme (CASA), une fois par mois.
- Le chef d'établissement organise la prise en charge des cas de démobilisation scolaire avec le correspondant de la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) et avec tout partenaire jugé utile. Il peut orienter la famille vers des partenaires ou structures qui pourront l'aider à surmonter ses difficultés. Les cas les plus difficiles sont transmis à la cellule de veille partenariale PJJ/Rectorat pour une mise en place d'actions ciblées.

Si dans le cadre dudit protocole, le rappel de l'obligation scolaire et des risques encourus par la famille à la suite de l'absentéisme d'un élève qui ne serait pas suivi d'une re-scolarisation de celui-ci, un signalement peut être adressé au procureur de la République par les services académiques.

Ce signalement prend la forme d'un courriel adressé au procureur de la République

(service des mineurs) qui comprend notamment :

- l'identité complète et l'adresse des représentants légaux et du mineur ;
- toute information disponible sur la fratrie du mineur concerné ;
- une évaluation sociale de la situation ;
- la copie des courriers adressés aux représentants légaux ;
- si l'enfant n'est inscrit dans aucun établissement, la mise en demeure d'y procéder adressée aux responsables légaux par la directrice académique

Le procureur de la République informe le référent justice académique des suites données au signalement.

Article 11 - SCOLARISATION DES MINEURS DE PLUS DE 16 ANS

Conformément à l'article L122-2 du code de l'éducation, tout élève qui, à l'issue de la scolarité obligatoire, n'a pas atteint un niveau de formation reconnu, doit pouvoir poursuivre des études afin d'atteindre un tel niveau.

Tout mineur non émancipé dispose du droit de poursuivre sa scolarité au-delà de l'âge de 16 ans. Lorsque les personnes responsables d'un mineur non émancipé s'opposent à la poursuite de la scolarité au-delà de l'âge de 16 ans, le directeur académique peut saisir le procureur de la République afin qu'une mesure d'assistance éducative soit ordonnée dans les conditions prévues aux articles 375 et suivants du code civil afin de garantir le droit de l'enfant à l'éducation.

TITRE IV - AUTRES DISPOSITIONS PRÉVENTIVES

Article 12. LE « CORRESPONDANT » DE LA POLICE OU DE LA GENDARMERIE

Il existe pour chaque école ou établissement scolaire du second degré (collège, lycée) un fonctionnaire de police ou un militaire de la gendarmerie nationale référent au sein de l'unité de police ou de gendarmerie territorialement compétente. Cette personne est désignée sous l'appellation de référent départemental « sécurité école » pour la police nationale et « correspondant territorial prévention – référent scolaire » (CTP) pour la gendarmerie nationale.

Les chefs d'établissement et directeurs d'école ont été destinataires du nom des coordonnées téléphoniques correspondant de la gendarmerie ou de la police.

Cet agent est l'interlocuteur privilégié du chef d'établissement pour toute question relative à la sécurité au sein de son établissement ou aux abords de celui-ci.

Les buts fixés sont :

- D'entretenir des relations étroites avec les chefs d'établissement ainsi que les directeurs d'école ;
- D'élaborer en collaboration avec les chefs d'établissement, un diagnostic de

sécurité (état des protections passives, inventaire des vulnérabilités, point sur les violences et/ou incivilités) pour la gendarmerie en partenariat avec le « référent sûreté de l'unité concernée » ;

- D'impulser des actions de sensibilisation en étroite relation avec les responsables des services départementaux de la sécurité publique et la gendarmerie ;
- De suivre la délinquance en milieu scolaire ;
- D'intégrer les données de cette délinquance spécifique à la politique d'ensemble ainsi qu'à la politique locale de prévention ;
- De favoriser les échanges Éducation nationale/Police/Gendarmerie notamment dans le domaine de la pédagogie, de la connaissance réciproque des milieux et des intervenants de la chaîne éducative.

Ils peuvent être accompagnés par l'équipe mobile académique de sécurité (EMAS).

Article 13 – LE RÉFÉRENT DÉPARTEMENTAL VIOLENCE et LES ÉQUIPES MOBILES MIXTES (ÉDUCATION NATIONALE et ARS)

Le référent départemental en charge des dossiers relevant de la violence en milieu scolaire est un interlocuteur privilégié des directeurs d'écoles, des chefs d'établissements et de l'ensemble des partenaires.

À la demande du chef d'établissement et du directeur d'école et en accord avec les autorités académiques, l'équipe mobile mixte d'intervention scolaire (EMMIS) mise en place dans le cadre des conventions rectorat/Agence régionale de la santé (ARS) peut intervenir pour soutenir l'équipe pédagogique.

La prise en charge assurée par l'EMMIS ne peut débiter que si les étapes précédentes ci-dessous n'ont pas permis d'améliorer la situation :

1. le travail pédagogique et éducatif du professeur et de l'équipe éducative de l'établissement avec les parents (niveau 1)
2. l'intervention d'autres professionnels (niveau 2).

L'équipe mobile mixte intervient en associant les familles dans le cadre d'un contrat et pour une durée limitée.

Article 14 – LES MOYENS DE PREVENTION A LA DISPOSITION DU PREFET

En présence de certaines situations évoquées dans la présente convention, notamment les faits de radicalisation, de repli communautaire ou de dérives sectaires, de délinquance, de consommation de produits stupéfiants ou d'autres substances, divers dispositifs sont susceptibles d'être actionnés.

Le groupe d'évaluation départemental (GED) : présidé par le préfet, il rassemble l'ensemble des services impliqués sur la thématique de la radicalisation, sous l'angle sécuritaire (procureur, services de renseignement, police, gendarmerie, douanes, administration pénitentiaire, etc.). Il a notamment pour objet d'évaluer le niveau de

radicalisation de chaque individu signalé et de définir le type de suivi qui sera mis en place (suivi sécuritaire = GED ou suivi social=CPRAF).

La cellule de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF) : qui a pour double objectif, après évaluation du GED, d'accompagner les familles qui signalent un proche et de prendre en charge, dans une perspective préventive pluridisciplinaire, les personnes signalées en voie de radicalisation lorsqu'un tel besoin est exprimé. Outre les membres du GED elle rassemble également le rectorat, DJSCS, le conseil départemental, certains opérateurs publics (pôle emploi, CAF), certaines associations....

La cellule départementale de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (CLIR) : sa composition est proche de celle de la CPRAF. Elle a pour objet de traiter les signes de repli communautaire à caractère islamiste ou sectaire. Elle s'articule par ailleurs avec le GED et la CPRAF, dans le sens où les informations échangées dans le cadre d'une des instances peuvent se révéler relever d'une autre de ces instances.

L'état-major de sécurité :

Co-présidé par le préfet et la procureure de la République de Cayenne, celui-ci rassemble l'ensemble des services de l'État impliqués dans les thématiques liées à la sécurité (police, gendarmerie, police judiciaire, éducation nationale, finances publiques, douanes...). Cette instance définit la politique de sécurité dans le département et permet de renforcer la coopération opérationnelle entre les services, tant sur les thématiques d'actualité que sur des sujets récurrents.

Par ailleurs, des outils financiers peuvent être mis en œuvre dans le cadre d'actions de prévention :

- Le fonds interministériel de prévention de la délinquance : actions de prévention de la délinquance et de la radicalisation, sécurisation des établissements scolaires dans le cadre des PPMS mis en place dans chaque établissement, etc.
- Les crédits de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives.

Article 15 - ACTION DE FORMATION

La formation des adultes de la communauté scolaire et celle des intervenants relevant des autres ministères concernés seront mises en œuvre selon le calendrier et les modalités définies ci-dessous :

Sur une durée de 3 ans,

- Une formation à la gestion des violences scolaires, à la conception et à l'animation d'actions de prévention en établissements scolaires sera organisée conjointement à destination des chefs d'établissement, gestionnaires et conseillers principaux d'éducation d'une part, et correspondants police/gendarmerie, représentants de la justice d'autre part
- Une formation à la gestion de crise sera dispensée aux chefs d'établissement,

gestionnaires, conseillers principaux d'éducation, directeurs d'école et IEN de circonscription.

- Prévention à la radicalisation et aux dérives sectaires
- Formation Egalité femmes/hommes
- Des interventions auprès des personnels de la communauté scolaire seront proposées par les différents signataires

Outre l'enseignement, le système éducatif doit mettre en œuvre l'éducation aux comportements responsables. Pour ce faire, différentes actions sont organisées dans les établissements scolaires et les écoles à destination des élèves, des personnels et des parents.

Dans ce cadre, les signataires s'engagent à participer, dans toute la mesure du possible, aux actions suivantes :

- Fonctionnement des comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) ;
- Mise en place des projets de prévention des conduites à risque et des pratiques addictives dans le cadre des projets d'école, d'établissement ou de réseau ;
- Réunions d'information et de sensibilisation sur les comportements violents et délinquants qui peuvent être proposées aux élèves et parents, dans les établissements scolaires, écoles ou à l'échelon académique ;
- Mise en place d'action de sensibilisation au sein des établissements scolaires et des écoles ou à l'échelon académique ;
- Modules de formation à destination des personnels afin de permettre une bonne compréhension des principes posés dans la présente convention et de mieux faire comprendre le fonctionnement de la justice.

Article 16 - DURÉE ET EFFET DE LA CONVENTION

Elle entre en vigueur pour une durée de 3 ans à compter de sa signature et se renouvelle par tacite reconduction sauf décision contraire et après concertation des parties contractantes.

Les signataires de la présente convention se rencontrent annuellement dans le cadre d'un comité de pilotage, pour établir le bilan sur la base de critères d'évaluation objectifs (délai, respect des procédures etc.). Ce point d'étape annuel se déroulera en fin d'année scolaire et sera remis à la Rectrice d'académie.

Signatures

